

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Force probante de l'aveu extrajudiciaire

Mougenot, Dominique

Published in:

Revue de droit judiciaire et de la preuve

Publication date:

2007

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Mougenot, D 2007, 'Force probante de l'aveu extrajudiciaire', *Revue de droit judiciaire et de la preuve*, Numéro 4-5, p. 293-294.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Force probante de l'aveu extrajudiciaire

Les faits de la cause importent peu. Le passage essentiel de l'arrêt est l'attendu dans lequel la cour indique que la force probante d'un aveu extrajudiciaire n'est pas précisée par la loi et est abandonnée à l'appréciation du juge. Ce point mérite d'être précisé.

Pour rappel, la force probante est l'intensité avec laquelle un moyen de preuve lie le juge et les parties¹. Lorsque la force probante est élevée, les parties ne peuvent combattre le moyen de preuve que par des voies limitées. En outre, le juge est tenu par ce moyen de preuve, sans pouvoir en apprécier le caractère convaincant. A titre d'exemple, la force probante de l'écrit sous seing privé est élevée. Il ne peut être renversé qu'en respectant les conditions restrictives de l'article 1341 C. civ. (par un autre écrit sous seing privé). En outre, le juge est lié par cet écrit, dès lors que la signature est reconnue par les parties. A l'inverse, la force probante d'une présomption est faible. Cela signifie que les parties peuvent contredire cette présomption par toute voie de droit et que le juge apprécie librement sa pertinence.

Quelle est la force probante de l'aveu? L'article 1356 du Code civil indique que l'aveu judiciaire "fait pleine foi contre celui qui l'a fait". Il en résulte que la partie qui a

fait aveu ne peut le révoquer et le combattre. En outre, le juge est lié par l'aveu, même s'il a des doutes sur sa sincérité. L'aveu judiciaire est donc revêtu d'une force probante quasi-absolue².

Mais le Code civil ne traite pas de l'aveu extrajudiciaire. Cela signifie-t-il qu'il n'est pas revêtu de la même force probante que l'aveu judiciaire? Certains auteurs l'ont prétendu, estimant que la force probante de l'aveu extrajudiciaire est soumise à la libre appréciation du juge³. Cette opinion est rejetée par la doctrine belge moderne⁴. Les deux formes d'aveu ont la même force probante et lient le juge et les parties de la même manière. La différence entre aveu judiciaire et extrajudiciaire se trouve ailleurs. Alors que la qualification d'aveu judiciaire s'impose d'emblée au juge, celui-ci doit examiner si la déclaration invoquée à titre d'aveu extrajudiciaire constitue un véritable aveu⁵. Le juge doit vérifier si cette déclaration n'a pas été obtenue par surprise, si elle a été volontaire, si son contenu est suffisamment explicite...⁶. C'est à ce niveau que l'on peut effectivement dire que le juge dispose d'un pouvoir de libre appréciation. Mais une fois la qualification d'aveu retenue, l'aveu extrajudiciaire s'impose au même titre que l'aveu judiciaire.

¹ D. et R. MOUGENOT, *La preuve*, Bruxelles, Larcier, 2002, 3^e éd., n° 14-2, p. 75. Le terme "bewijskracht" paraît utilisé en ce sens dans l'arrêt commenté. Toutefois, dans les arrêts néerlandais de la Cour de cassation, cette expression désigne en fait la foi due aux actes et non la force probante. Voir notamment B. MAES, "Bewijskracht en bewijswaarde: kanttekeningen bij de rechtspraak van het Hof van cassatie", *R.D.J.P.* 1995, pp. 141 et s., spéc. 145.

² DE PAGE, t. III, n° 1022; G. GOUBEUX et P. BIHR, *Rép. dr. civ. Dalloz*, v° preuve, n° 1273, qui parlent de "reine des preuves" ou de "probatio probatissima"; D. et R. MOUGENOT, *o.c.*, n° 288, p. 340; N. VERHEYDEN- JEANMART, *Droit de la preuve*, Bruxelles, Larcier, 1991, n° 772, p. 340.

³ AUBRY et RAU, t. II, § 751; COLIN et CAPITANT, t. II, n° 808; HUC, t. VIII, n° 347; LAROMBIÈRE, t. VII, p. 228; DEMOLOMBE, t. XXX, n° 548; en revanche, PLANIOL et RIPERT (t. VII, n° 1568) sont assez dubitatifs et ne s'avancent pas; BAUDRY-LACANTINERIE (t. III, n° 2725) et LAURENT (t. XX, n° 218) sont résolument contre cette opinion et estiment que l'aveu judiciaire et l'aveu extrajudiciaire sont de même nature et doivent avoir les mêmes effets.

⁴ DE PAGE, t. III, n° 1024; D. et R. MOUGENOT, *l.c.*; P. VAN OMMESELAGHE, "Evolution récente de la jurisprudence et de la doctrine en matière d'aveu", in *La preuve*, Colloque UCL, 1987, p. 15, n° 11; N. VERHEYDEN- JEANMART, *o.c.*, n° 768. La matière n'a pas évolué dans le même sens en France, où la force probante de l'aveu extrajudiciaire est toujours abandonnée aux lumières du juge: J. GHESTIN et G. GOUBEUX, *Traité de droit civil - introduction générale*, Paris, LGDJ, 1994, 4^e éd., n° 727; G. GOUBEUX et P. BIHR, *o.c.*, n° 1338; F. TERRÉ, *Introduction générale au droit*, Paris, Dalloz, 7^e éd., 2006, n° 690. Du fait de cette distinction entre aveu judiciaire et extrajudiciaire, la Cour de cassation française considère aussi que l'aveu extrajudiciaire peut être divisé (Cass. fr. 16 novembre 1971, *Bull. civ.*, III, n° 394) ou rétracté (Cass. fr. 9 mars 1954, *Gaz. Pal.* 1954, I, 320), au contraire de l'aveu judiciaire. La doctrine et la jurisprudence françaises sur ce point sont donc à prendre avec des pincettes.

⁵ M.-E. STORME ("De invoering van de elektronische handtekening in ons bewijsrecht - een inkadering van en commentaar bij de nieuwe wetbepalingen", *R.W.* 2000-01, pp. 1505 et s., n°s 6 à 8) distingue en outre "force probante externe" (uitwendige bewijskracht) et "force probante matérielle" (materiële bewijswaarde). La *force probante matérielle* s'identifie à la notion de force probante définie ci-avant. La *force probante externe* est la manière dont la forme d'un moyen de preuve révèle la qualification de ce moyen de preuve. Il est clair que, pour déterminer la force probante qui s'attache à un mode de preuve, il faut d'abord le qualifier: à quel mode de preuve avons-nous affaire? L'idée de la "force probante externe" est que la forme externe de certains modes de preuve apporte en elle-même la preuve suffisante de cette qualification, que le juge est tenu de reconnaître. Ainsi la forme de l'acte notarié oblige le juge à considérer celui-ci comme un acte authentique. Pour d'autres modes de preuve, une vérification est nécessaire avant qu'une qualification précise puisse être retenue. Si on applique cette distinction à la matière de l'aveu, on peut en retenir que l'aveu judiciaire et extrajudiciaire ont la même force probante matérielle (ils lient le juge et les parties de la même manière) mais pas la même force probante externe (l'aveu judiciaire s'impose d'emblée au juge comme aveu alors que la qualification de l'aveu extrajudiciaire doit être vérifiée par le juge, qui dispose d'un pouvoir d'appréciation large à ce sujet).

⁶ N. VERHEYDEN- JEANMART, *o.c.*, n° 767.

En cela, on peut dire que la formule utilisée par la cour dans le présent arrêt constitue un raccourci un peu rapide, même si elle n'est pas totalement inexacte.

Dominique Mougenot
Juge au tribunal de commerce de Mons
Maître de conférences aux F.U.N.D.P. – Namur

Dépens et frais d'exécution

La cour termine son arrêt en relevant que la partie gagnante ne peut intégrer le coût de l'expédition du jugement de première instance dans les dépens d'appel. Elle considère en effet que la délivrance de l'expédition est un acte d'exécution de la décision de première instance et que le coût de cette formalité ne peut donc être taxé comme dépens d'appel.

L'article 1018 C. jud., qui dresse la liste des dépens, ne concerne que les frais exposés pour obtenir le jugement¹. Les frais d'exécution sont visés à l'article 1024. Il s'agit des frais postérieurs à l'obtention du titre. Ces frais d'exécution peuvent être récupérés sans taxation ni condamnation, sur simple présentation du titre mis à exécution². La cour d'appel d'Anvers considère que le coût de délivrance de l'expédition constitue en fait le premier acte d'exécution et ne devrait donc pas être taxé dans sa décision. Ce raisonnement est cohérent. L'expédition est en effet la copie revêtue de la formule exécutoire. Sa finalité est de permettre l'exécution forcée du titre³.

Toutefois, cette décision va à l'encontre du prescrit de l'article 1018, qui mentionne explicitement le coût de l'expédition dans la liste des dépens. Ce n'est pas logique si on considère que la délivrance de l'expédition constitue un acte d'exécution de la décision. Mais est-ce vraiment le cas?

Plusieurs auteurs relèvent que la partie gagnante dispose du droit d'obtenir le remboursement de l'expédition, même si la partie succombante exécute spontanément la décision⁴. On pourrait donc détacher la délivrance de l'expédition de l'exécution du jugement. L'indication du coût de l'expédition à l'article 1018 serait dès lors justifiée.

Cela étant, si le juge omet ou refuse de taxer des frais d'exécution, au motif qu'ils sont postérieurs au prononcé du jugement attaqué, il ne prive pas pour autant la partie gagnante de la possibilité de les récupérer. Elle pourra en effet se fonder sur l'article 1024 pour en obtenir le remboursement. La décision de la cour d'appel, dans le cas présent, n'a donc pas beaucoup d'incidence pratique, parce que, précisément, la délivrance de l'expédition peut aussi être considérée comme un acte d'exécution. La situation serait évidemment différente si la cour avait, à tort, refusé de taxer des frais de justice antérieurs à la décision, car ces frais seraient alors irrécupérables dans le cadre de l'exécution.

Dominique Mougenot
Juge au tribunal de commerce de Mons
Maître de conférences aux F.U.N.D.P. – Namur

¹ G. DE LEVAL, *Eléments de procédure civile*, Bruxelles, Larcier, 2005, 2^e éd., n° 342, p. 460.

² Cass. 27 février 1995, *Pas.* 1995, I, 229, *R.W.* 1995-96, 43, *Chron. D.S.* 1995, 508.

³ A. FETTWEIS, *Manuel de procédure civile*, Liège, Faculté de droit, 1987, 2^e éd., n° 330, p. 253.

⁴ D. MAES, "art. 1018 Ger. W", *Gerechtigd recht. Artikelsgewijze commentaar met overzicht van rechtspraak en rechtsleer*, Malines, Kluwer, feuillets mobiles; J. MEERTS, "Gerechtskosten", *Bestendig handboek burgerlijk procesrecht*, Malines, Kluwer, feuillets mobiles, n° 39.140.